

2023- 88
ARRETE MUNICIPAL
Occupation du domaine public

NOUS, Maire de la commune de Fauville en Caux,

VU :

- le titre 1 du livre 2 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire, notamment ses articles L.2213.1 à L.2213.4,
- le Code de la Route,
- l'article R 610-5 du Code Pénal,
- les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1992 relatifs à la signalisation routière temporaire,

Vu la demande effectuée par l'entreprise **ARTPUBDECO Z.A. Bolbec St Jean – 353 avenue de l'Innovation – 76210 Saint Jean de la Neuville** pour **mettre en place une enseigne pour le restaurant « Rest'Au chaud »** sis 746 rue Bernard Thélou – Fauville en Caux - 76640 TERRES-DE-CAUX,

ARRETONS

ARTICLE 1er : Le **mercredi 28 juin 2023**, l'entreprise **ARTPUBDECO** est **autorisée à installer une nacelle** afin de mettre en place une nouvelle enseigne **au niveau du restaurant « Rest'Au Chaud »** sis **746 rue Bernard Thélou – Fauville en Caux - 76640 TERRES-DE-CAUX**

ARTICLE 2 : Durant l'intervention, le **stationnement de la nacelle empiétant sur la chaussée, la circulation sera basculée sur la chaussée opposée**. Afin de faciliter la circulation, il sera **interdit de stationner entre la boulangerie Fanet et le fleuriste « Fleurs et Sens »**. **Les piétons seront invités à passer sur le trottoir d'en face.**

ARTICLE 3 : **Le demandeur aura la charge de la signalisation de son chantier** dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents prouvant résulter des travaux.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infractions à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 5 : Monsieur le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la Police Municipale Intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le 19 juin 2023.

Bruno Delacroix,
Maire de Fauville en Caux.

